



LES VOYOUS, CE SONT L'ÉTAT ET LES PATRONS QUI LICENCIENT CONTRE LEUR POLITIQUE, RECONSTRUIRE UN RAPPORT DE FORCE

BULLETIN NPA RENAULT LE MANS

6 OCTOBRE 2016

En janvier, il y avait eu la condamnation à neuf mois de prison ferme pour 8 syndicalistes de l'usine Goodyear d'Amiens. Condamnés comme des criminels pour avoir « séquestré » pendant 30 heures deux cadres, en s'opposant à la fermeture de leur usine qui jetait 1 143 travailleurs sur le carreau.

Mardi et mercredi dernier, c'était au tour de 15 salariés d'Air France d'être jugés au Tribunal de Bobigny, suite à l'épisode des chemises arrachées. Des peines de 2 à 4 mois de prison avec sursis ont été requises contre cinq d'entre eux pour « violence en réunion » et 1 000 € d'amende contre les onze poursuivis pour « dégradation ».

De ce procès, le journal « Le Monde » n'aura retenu que les vidéos des « visages hagards » des deux Directeurs ressources humaines « tentant d'échapper à une meute en colère » ! Mais pas un mot pour dénoncer la « violence » des annonces des dirigeants d'Air France : la suppression de 2.900 emplois. Pas un mot de compassion, non plus, pour ceux et celles venus manifester leur refus de voir leurs vies partir en lambeaux, et pas seulement leurs chemises.

UN PATRONAT À L'OFFENSIVE

avoir été confronté à 4 mois de mobilisations contre la loi travail, le patronat est repassé à l'offensive. Depuis plusieurs semaines, dans tout le pays, dans tous les secteurs, les plans de suppressions d'emplois se succèdent : chez SFR, Philips, Servier, Gefco, HSBC, Intel et tant d'autres. En cette rentrée, c'est plus de 40 000 suppressions d'emplois qui sont annoncées.

Résultat : après avoir claironné en août que la courbe du chômage s'inversait, avec « son niveau le plus bas depuis 2012 », le gouvernement annonce une nouvelle progression du nombre des chômeurs au mois d'août. Toutes catégories confondues, on arrive à 6,275 millions de demandeurs d'emplois. Où est donc passé le million d'emplois promis par Gattaz, le chef du MEDEF, en échange de l'instauration du Crédit Impôt Compétitivité Emploi (CICE). Il a pourtant coûté près de 19 milliards à l'État, rien qu'en 2015, soit un tiers des recettes de l'impôt sur les sociétés ?

IL FAUT UNE POLITIQUE ANTICAPITALISTE

Face à ce massacre social, les solutions politiques de la droite comme de la gauche de gouvernement sont identiques. Pour elles, face à la mise en concurrence mondialisée, pas d'autres solutions que d'aider encore et toujours les entreprises, à flexibiliser davantage l'emploi, à baisser les « charges » qui sont une partie de notre salaire, à préserver l'emploi « en France » ou l'emploi des « Français »...

Pour eux, pas question de remettre en cause la dictature patronale. Pourtant, nous avons besoin de mesures radicales qui donnent l'envie de se mobiliser. A commencer par l'interdiction des licenciements et la réduction massive du temps de travail, sans réduction de salaire, jusqu'à disparition du chômage.

Pour y parvenir, il faudra en finir avec la propriété capitaliste. C'est pourquoi nous défendons la nécessité d'exproprier les entreprises qui licencient. Et de confier la production et son organisation aux salariés afin de satisfaire les besoins sociaux, sous le contrôle de la population.

CONSTRUIRE LA RIPOSTE

Il y a donc urgence à coordonner tous les secteurs touchés par les suppressions d'emplois ou par la répression qui frappe ceux et celles qui s'opposent à la politique du patronat et du gouvernement. Et à reprendre l'offensive débutée au printemps contre la Loi El Khomri. Parce que les capitalistes ne connaissent qu'une règle: le rapport de forces.

Les 19 et 20 octobre à Amiens, le rassemblement de soutien aux 8 syndicalistes de Goodyear – à l'occasion de leur procès en appel – doit être l'occasion de commencer à modifier ce rapport de forces.



Pour nous contacter :
Tél : 06 33 55 00 27
COURRIEL : NPA.SARTHE@GMAIL.COM
LAISSÉ TRAINER CE TRACT OÙ TU VEUX QU'IL SOIT LU

UNE GRÈVE TOTALE CHEZ HYUNDAÏ EN CORÉE

Les travailleurs du syndicat du plus grand fabricant automobile de la Corée du Sud, Hyundai, ont entamé ce lundi 26 septembre leur première grève totale depuis 12 ans. La grève est menée par le syndicat des métallos coréens (KMWU). Les 50.000 ouvriers syndiqués de Hyundai ont, pour la première fois en douze ans, stoppé toute activité pour obtenir des augmentations de salaires. Les chaînes de montage du constructeur automobile à Ulsan, Jeonju et Asan ont été suspendues. Les 50.000 ouvriers syndiqués de Hyundai étaient en grève. La dernière grève totale chez Hyundai Motor remonte à 2004.

Le syndicat a organisé depuis le début de l'année 19 jours de grèves partielles, ce qui a entraîné un manque à produire de 101400 voitures et une perte de 2 milliards de dollars selon les chiffres de la direction. Syndicat et patronat étaient parvenus à un accord provisoire le 24 août, avec une augmentation de 58.000 wons, soit 46 euros, du salaire mensuel des travailleurs ainsi qu'une augmentation des bonus. Ce compromis a été rejeté par les syndiqués à une large majorité de 68,05%, sur les 49 665 membres de l'entreprise. Une augmentation au moins égale à celle de l'année dernière de 68 euros est exigée. Aujourd'hui le salaire moyen d'un travailleur coréen est de 1700 euros et celui d'un ouvrier de Hyundai est de 2200 euros. C'est pourquoi tant que la direction de Hyundai ne fera pas de nouvelles propositions, des débrayages de six heures par jour sont prévus.

SMART, VALEO ... ILS VEULENT EN FINIR AVEC LES 35H

Depuis lundi dernier les salariés de l'usine Smart de Hambach en Moselle travaillent 39h payées 37 h. On se rappelle l'odieux chantage de la direction de Smart l'an dernier. C'est cela où l'usine ferme. Vu l'opposition des syndicats majoritaires CGT et CFDT, et pour arriver à ses fins, elle a d'abord organisé un referendum, puis a fait signer à chaque salarié un avenant à son contrat de travail. Refuser de signer signifiait le licenciement à coup sûr. Un genre d'application anticipée de la « loi travail ». Aujourd'hui, c'est chez Valeo-Angers que sous prétexte d'améliorer la productivité, la direction veut faire passer 800 salariés de 35 à 40h, en trois équipes, avec le même salaire. Même avec les jours de RTT proposés, cela correspondrait à 136h récupérées gratuitement par la direction. Sans compter les risques pour la santé. Le travail gratuit pour engraisser les actionnaires, ça suffit !

FIERS D'ENGRAISSER LES MARCHANDS DE CANON

36 Rafale vendus à l'Inde, 8 milliards d'euros et dix ans de négociations ! Les patrons de Dassault, Thales, Safran, MBDA vont pouvoir fêter ça au champagne avec leurs agents commerciaux : le président Hollande et le ministre de la Défense Le Drian. Ce dernier l'a dit lui-même : « *Je suis le ministre de l'export d'armement* ». Avec des commandes d'armes françaises à 15 milliards d'euros en 2015, qui ont triplé depuis 2012, on comprend à quoi se sont attelés le président, l'État et le gouvernement tout au long d'un quinquennat au service des patrons.

NOTRE DAME DES LANDES POUR NOUS C'EST TOUJOURS NON !

Acculé par les mobilisations massives des 9 janvier et 27 février, le gouvernement a organisé en juin une consultation biaisée. Se croyant forts du résultat de cette mascarade, les pro-aéroport et le premier ministre ont confirmé leur intention de procéder cet automne à l'évacuation et à la destruction de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, de ses cultures, de sa faune et de sa flore, de ses habitats et activités ainsi que des liens entre toutes celles et ceux qui se sont attachés à ce bocage. Ces déclarations font fi de la situation juridique du dossier puisqu'entre autres les autorisations de travaux ne sont toujours pas accordées.

Les porteurs du projet ne semblent pas avoir non plus mesuré la détermination de celles et ceux qui habitent ce bocage, des militant.es engagé.es à leurs côtés, le soutien dont ce mouvement bénéficie dans la région et bien au-delà, ainsi que l'implication des comités locaux. Ces 2000 ha de bocage et ce qui s'y vit sont aujourd'hui porteurs d'espoirs indéterminables face au saccage du vivant, des terres agricoles et à la marchandisation du monde. Il est impensable qu'ils disparaissent !

Le 8 octobre soyons nombreux-ses-x à montrer notre détermination contre l'aéroport et son monde ! Un départ du Mans est organisé. Prenez contact pour réserver votre place.

NOUS SOMMES TOUS DES GOODYEAR

Pour la première fois depuis un demi siècle un gouvernement a demandé que soit requises des peines de prison ferme contre des syndicalistes pour avoir participé avec les salariés à des actions en vue d'empêcher la fermeture de leur usine.

En même temps qu'ils préparent la suppression dans quelques mois de plus 1000 articles du Code du travail, Hollande, Valls et Macron ont décidé de déclencher une répression sans précédent des syndicalistes qui luttent dans les entreprises.

Avec les 8 condamnés de GOODYEAR l'exécutif veut faire un exemple.

Le gouvernement affiche sa volonté de mettre les Procureurs et les forces de polices aux services des grands groupes pour briser toute résistance à la destruction des emplois et de l'industrie.

C'est pourquoi nous appelons l'ensemble des salariés, militants, aux syndicats d'entreprises, unions locales, départementales, régionales, fédérations ou simples salariés solidaires, à faire reculer Hollande, Valls et Macron en commençant par leur imposer l'arrêt des poursuites contre les 8 de GOODYEAR et en organisant le plus grand rassemblement solidaire en prévision de l'appel.

Rassemblement à 17h les 19 octobre au Mans devant le Palais de Justice.

**LE BLOG DU SECTEUR
AUTOMOBILE DU NPA**
Tracts, infos, tout y est !
www.npa-auto-critique.org

